

Pau, le 24 mai 2023

ARRETE N° AP-2023-0249

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-2, L.325-1 à L.325-3 et R.417-11 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal n°AP-2015-0023 en date du 03 juin 2015 créant une piste cyclable rue Adoue ;  
Vu l'arrêté municipal n°AP-2016-0065 en date du 27 mai 2016 interdisant la circulation, l'arrêt et le stationnement sur la voie aménagée le long du côté ouest de la rue Adoue ;  
Considérant la création d'une voie verte rue Adoue, le long de l'église Saint-Martin ;  
Considérant que les différents arrêtés relatifs aux aménagements successifs sur la même voie réservée de la rue Adoue sont toujours actifs ;  
Considérant qu'il convient d'abroger les arrêtés antérieurs ;  
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la voie verte de la rue Adoue ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le statut de voie verte est donné à la voie de la rue Adoue, en face des immeubles portant les numéros pairs.

**ARTICLE 2** – Cette voie est exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés à l'exception des engins de déplacement personnel motorisés, des cyclomobiles légers, des piétons et des cavaliers.

**ARTICLE 3** – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme très gênant sur la voie verte.

**ARTICLE 4** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

**ARTICLE 5** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 6** – Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7** – Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

**ARTICLE 8** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 9** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **07 JUIN 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire